

## Droit international privé - DEA Droit privé

année 2004-2005

Sylvaine POILLOT PERUZZETTO

### Introduction

#### I Le statut personnel

Préparer : Les différentes sources et les textes applicables en matière de mariage, effets du mariage, divorce, capacité, filiation

Les questions spécifiques

- Les nouvelles formes d'union, PACS et mariage homosexuel (voir en particulier H. Muir-Watt les modèles familiaux à l'épreuve de la mondialisation Archives de philosophie du droit 2001 (45) p. 37
- Le contenu de l'ordre public en dip français relativement au droit de la famille
- polygamie et répudiation : prononcé en France et effets en France de décisions étrangères à la polygamie ou à la répudiation (voir P. Courbe D 2004 doctrine 815, H. Fulchiron SJ ed G 2004 II 10 128)

Débat :

- le droit international privé et le progrès du droit
- les règles de dip sont-elles porteuses de sens ? Répondent-elles à un intérêt public ou privé ?
- les fonctions du droit international privé

Résolution de cas

- Un français ayant épousé une espagnole en 1990 veut divorcer en Novembre 2000. Monsieur est domicilié en Espagne, madame, vit en France avec les enfants . juge compétent ? loi applicable ?
- Un américain épouse une britannique en Angleterre où le couple élit son premier domicile. Monsieur va ensuite travailler en France tandis que Madame reste en Angleterre avec les enfants. Madame obtient un jugement de divorce en angleterre. Comment peut-elle obtenir paiement de la prestation compensatoire si son mari ne paye pas volontairement ?
- Une française mariée à un marocain demande le divorce en France. Son mari oppose une fin de non recevoir tirée d'une répudiation obtenue au Maroc.
- Un français veut établir sa filiation à l'égard d'un américain qui épouse sa mère
- Un français veut adopter une enfant marocaine, alors que cette loi ne prévoit pas l'adoption
- Un français a obtenu en Inde un jugement d'adoption" à l'égard d'un enfant. Au décès du français, cet enfant peut-il recueillir la succession ?
- Un commerçant a vendu un bijou à un mexicain âgé de plus de 21 ans qui souscrit en paiement des lettres de change. D'après la loi mexicaine la majorité est fixée à 25 ans ; cet âge atteint, le mexicain assigne le bijoutier pour obtenir l'annulation de la vente du fait de sa minorité.

Plaidoirie

L'arrêt Garcia Avello CJE 2 octobre 2003 aff C-148/02

#### II Les contrats et les délits

Préparer : Les différentes sources et les textes applicables,

Les questions spécifiques

- Le projet de règlement sur la loi applicable au délits
- Le livre vert sur le passage de la convention de Rome à un règlement communautaire
- le principe de proximité en droit international privé

#### Résolution de cas

- Une société dont le siège est à Toulouse a construit une usine aux Etats Unis pour une société américaine . La société américaine étant défaillante dans ses paiements elle se demande devant quelle juridiction elle peut aller et quelle norme sera appliquée.

Même question si l'accord comporte une clause donnant compétence aux juridictions américaines ? aux juridictions françaises ?

Même question si la construction a eu lieu en Allemagne pour un client allemand en l'absence de clause, en présence d'une clause donnant compétence aux juridictions allemandes, aux juridictions françaises.

- Une société dont le siège est à Toulouse a vendu des composants électroniques à une société italienne. La société italienne n'ayant pas honoré ses échéances, la société française se demande quelle juridiction elle peut saisir et quelle norme sera applicable. Même question en présence d'une clause précisant que la loi française est applicable.

Même question si la société acheteuse est établie dans un Etat n'ayant pas ratifié la convention de Vienne, en l'absence de clause, en présence d'une clause précisant que la loi française est applicable.

- Un français domicilié en France se considère diffamé par la publication en Italie d'un journal édité par une société anglaise.

- Une société française par déversement dans le Rhin de produits polluants a dégradé des terres agricoles situées en Allemagne .

#### Débat

Un contrat peut-il être dit sans loi ?

Les règles d'Unidroit sont-elles des règles de droit positif ? (publiées au Dalloz 1995 67 399)

Les codes de la CCI et les incoterms sont-ils des règles de droit positif ?

La lex mercatoria est-elle du droit positif ?

#### Plaidoirie

Colmar 18 fév 2004 D 2004 JP 1899

### III Les régimes matrimoniaux et successions

Les sources et les textes applicables

Les questions spécifiques

- Ordre public et lois de police en matière de régime matrimoniaux et succession

- Le changement de régime matrimonial en droit international privé

- L'évolution des sources du droit dans les pays de droit civil D 2001 n°1 p. 15

- Le testament international

-

Débat :

- faut-il distinguer entre les situations internes et internationales ?

- les mérites respectifs de la méthode de droit matériel et de la méthode conflictuelle ?

- quel rôle pour la doctrine ? voir P.Y. Gautier L'influence de la doctrine sur la jurisprudence D 2004 Doctrine 2839

- quelle fonction du juriste dans la construction sociale ? voir R.E. de Munagorri Qu'est-ce que la technique juridique ? D 2004 doctrine 711

Résolution de cas :

- Un français ayant épousé en 1993 en France, sans contrat, une américaine s'interroge sur son régime matrimonial

- Même question pour un couple de français mariés en France en 1993 et domiciliés en Italie. Ce couple peut-il changer de régime matrimonial ?

- Régime de la succession d'un anglais décédé à Cahors et père de deux enfants nés en France, le patrimoine comportant des parts de SCI, une collection de tableaux, une maison dans le Kent et la maison de Cahors. Même question si une déclaration a été faite devant un solicitor anglais par laquelle la totalité de la succession devait revenir à la maîtresse du défunt.